

Hong-Kong : Les organisateurs de la veillée pour Tiananmen sont poursuivis

Article rédigé par *actu.orange.fr*, le 10 septembre 2021

Source [actu.orange.fr] Les trois principaux responsables de l'association organisatrice la veillée annuelle à Hong Kong en mémoire de la répression de Tiananmen en 1989 ont été poursuivis pour "incitation à la subversion", quelques heures après la perquisition d'un musée dédié à cet événement historique.

La police a présenté les charges d'"incitation de subversion" qui pèsent désormais sur l'Alliance de Hong Kong en tant qu'organisation, sur son président Lee Cheuk-yan, son vice-président Albert Ho -tous deux militants pro-démocratie de longue date aujourd'hui en prison- et sa vice-présidente Chow Hang-tung, arrêtée mercredi.

Jeudi après-midi, les forces de l'ordre chargées d'appliquer la drastique loi sur la sécurité nationale ont fouillé le musée du 4-Juin dédié à la répression de Tiananmen en 1989, géré par l'Alliance de Hong Kong et qui avait été contraint par les autorités de fermer ses portes en juin.

Dans l'après-midi, les policiers ont sorti divers objets qui étaient exposés dans le musée, dont son logo, une maquette en papier de la Déesse de la démocratie - symbole du mouvement étudiant de 1989 à Pékin - ainsi que des photos des veillées annuelles organisées par l'Alliance de Hong Kong. Quelque 36 cartons ont été chargés dans un camion.

Cette association est dans le collimateur des autorités chargées d'appliquer la loi sur la sécurité nationale imposée l'an passé par Pékin à Hong Kong pour éliminer toute opposition après les immenses manifestations pro-démocratie de 2019.

Cette perquisition intervient au lendemain de l'arrestation et du placement en détention de Chow Hang-tung, avocate et vice-présidente de l'Alliance, et de trois de ses membres, pour ne pas avoir fourni des informations liées à la loi sur la sécurité nationale.

Le mois dernier, la police a ordonné à l'Alliance de lui remettre des informations financières et opérationnelles, l'accusant d'être un "agent étranger".

L'association a choisi d'ignorer cette requête qui comprenait des détails personnels sur tous ses membres depuis sa fondation en 1989, tous les compte-rendus de réunion et les rapports financiers, ainsi que tous les échanges avec des ONG de défense de la démocratie et des droits humains en Chine.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)